



UNOWAS Magazine

Ensemble pour la Paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel - N8 - JUIN 2019

Meeting politique lors de l'élection présidentielle de février 2019 au Sénégal | Photo: UNOWAS SCPIO

Des élections pacifiques au Sénégal et au Nigeria

www.unowas.unmissions.org



facebook.com/UNOWAS



flickr.com/UNOWAS



twitter.com/UN_UNOWAS



UNOWAS Magazine vous informe sur les activités d'UNOWAS et ses efforts pour la consolidation de la paix et la sécurité en Afrique de l'ouest et au Sahel.

UNOWAS Magazine est préparé et conçu par le Bureau de la Communication Stratégique et de l'Information Publique de UNOWAS.

Pour plus d'informations sur le magazine et sur UNOWAS, visitez notre site web: www.unowas.unmissions.org ou écrivez à: unowascpio@un.org



UNOWAS Magazine

Ensemble pour la Paix

Magazine trimestriel du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel



SOMMAIRE

■ EDITO

P.06 « Des élections pacifiques »

Par Mohamed Ibn Chambas

■ FOCUS

P.10 Election présidentielle au Nigéria

Action préventive d'UNOWAS, contribution à la tenue d'élections pacifiques au Nigéria

P.12 "Tenir des élections régulières n'est pas la démocratie"

Interview de Mme Ayisha Osori

P.14 Election présidentielle au Sénégal

- "Une affaire de goût !"
- "Quel Président pour la Famille Sénégalaise" ?
- Observateur national, un engagement citoyen pour des élections pacifiques

P.22 « des solutions technologiques pour accroître la qualité de la démocratie »

Entretien avec Tidjani Togola

■ FAITS MARQUANTS

P.24 UNOWAS et la CEDEAO renforcent les capacités des femmes pour une meilleure consolidation de la paix

P.28 CNMC - Un succès dans la résolution des différends frontaliers

P.30 Les volontaires des Nations Unies, modèles de créativité et dynamisme pour améliorer les conditions de vie en Afrique de l'Ouest

P.33 Journée Internationale des Femmes - L'innovation pour parvenir à l'égalité entre les sexes

■ REGARD SUR

P.26 BURKINA FASO - la réponse doit être multidimensionnelle, multisectorielle et régionale

Entretien avec Metsi Makhetha

LE NOUVEAU LOOK D'UNOWAS MAG

La huitième édition d'UNOWAS Magazine que vous tenez n'est pas comme les précédentes.

En effet, après plus de deux ans de son lancement, il nous a paru nécessaire d'apporter un changement créatif afin d'améliorer le contenu et le design.

Nous avons l'immense plaisir de partager avec vous cette nouvelle édition qui se veut plus facile d'accès, plus aérée et plus diverse dans son contenu.

Elle contient plusieurs interviews, riches en information, qui couvrent des questions et des thèmes différents, la rubrique Focus propose plusieurs angles du sujet principal- La nouvelle édition propose aussi « la Photo du Mag » un choix de la rédaction pour partager une émotion, une information, ou pour susciter une réflexion.

Tout en espérant que cette nouvelle édition vous plaise, nous continuerons à rester mobilisés pour vous offrir un Magazine de qualité qui vous renseignera sur le travail d'UNOWAS et sur les enjeux de l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Section de la Communication et l'Information Publique

SOUSCRIPTION

Pour recevoir la version online de UNOWAS Magazine, veuillez vous inscrire en envoyant un message à l'adresse email ci-dessous:

unowascpio@un.org

SUIVEZ NOUS SUR

 unowas.unmissions.org

 twitter.com/UN_UNOWAS

 facebook.com/UNOWAS

 flickr.com/UNOWAS

LA PHOTO DU MAG SIMB GAINDÉ



Photo: UNOWAS SCPIO

Nous sommes le vendredi 22 février 2019, dernier jour de la campagne pour les élections présidentielles au Sénégal. Une ambiance de fête règne dans les rues de Dakar. Des voitures d'animation décorées à l'effigie des différents candidats circulent dans les rues et des meetings politiques sont organisés à des endroits stratégiques de la ville.

Sur cette photo, deux jeunes faux lions (simb Gaindé en Ouolof) dansent au rythme du tambour et de la musique, dans le seul but de mettre de l'ambiance lors d'un rassemblement politique à Dakar.

La tradition de la danse du faux lion tire son origine dans des vieux rites animistes de désenveloppement au Sénégal. La légende raconte qu'un chasseur avait survécu à une attaque par un lion. Il est devenu ensuite étrange, il rugissait comme un lion, ne mangeait que de la viande crue, des poils poussaient sur son corps. Il était devenu le lion. Pour le soigner, les guérisseurs procédaient alors à des rituels de « possession ».



Mohamed Ibn Chambas

Représentant Spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

« Des élections pacifiques »

Deux pays majeurs en Afrique de l'Ouest et le Sahel ont conduit des élections présidentielles qui se sont déroulées pacifiquement et ce malgré un report de la date du scrutin dans l'un et quelques incidents dans l'autre. Il s'agit du Sénégal et du Nigeria.

Des pays majeurs par leur position géostratégique, leur vitalité économique et politique, leur histoire, mais aussi et surtout, par la détermination des deux populations à vouloir réaliser un avenir meilleur à travers un vote responsable, libre et pacifique.

Cette force tranquille qui traverse également d'autres pays de la sous-région en dit long sur la maturité politique, notamment des jeunes, et sur l'engagement de toutes les catégories sociales dans les processus électoraux.

D'autres pays dans la sous-région vont organiser des élections présidentielles et législatives d'ici la fin de cette année et en début de l'année prochaine. Elles marqueront, sans aucun doute, une étape importante dans la consolidation de la démocratie en Afrique. Elles constitueront également une opportunité pour amorcer de nouveaux projets de société, susceptibles de répondre aux attentes des populations.

Mais ces attentes sont tellement grandes que les élections polarisent les tensions et produisent, dans certains cas, des violences. C'est dire l'importance de l'engagement de tous pour des élections respectueuses des lois et des constitutions en vigueur. C'est dire aussi l'importance du rôle de tous les acteurs dans le maintien de la cohésion sociale et de la paix.

A voir la mobilisation de la jeunesse durant les élections présidentielles

au Sénégal et au Nigeria, et leur participation active en tant qu'électeurs, mais aussi en tant membres des organisations de la société civile, comme l'initiative « Pas trop jeune pour se présenter » qui visait à réduire l'âge limite pour se présenter aux élections au Nigeria et dans le monde, nous sommes en droit d'espérer que la jeunesse africaine aura un rôle de plus en plus prépondérant dans la tenue des élections, et in fine, dans la consolidation de la démocratie.

Malgré un contexte sécuritaire marqué par la menace persistante de Boko Haram, les initiatives de dialogue et de paix qui se sont tenues avant les élections présidentielles au Nigeria, par exemple, ont montré la détermination des autorités nationales, locales, et tous les acteurs à sensibiliser les électeurs pour que l'élection se déroule dans la paix et le respect des autres partis.

Au Sénégal, le pays de la Teranga, les appels au calme des autorités nationales, des acteurs politiques et de la société civile après quelques incidents observés durant la campagne électorale, ont également montré la mobilisation de tous pour assurer un scrutin sans violence.

Alors que la sous-région s'apprête à vivre une autre série d'élections présidentielles, il est important de rappeler que chaque citoyen, chaque institution doit jouer pleinement son rôle pour assurer des élections pacifiques, libres et démocratiques.

Le candidats élus auront la responsabilité de mettre en œuvre leurs programmes de développement. Ils auront également l'obligation de répondre aux attentes de leurs citoyens.

“
Cette force tranquille qui traverse également d'autres pays de la sous-région en dit long sur la maturité politique

Les NU et l'UE appuient les pays du Bassin du Lac Tchad



Dans le cadre de l'appel formulé par la Résolution 2349 (2017) du Conseil de Sécurité, les Nations Unies et de l'Union Européenne ont décidé de conjuguer leurs efforts pour soutenir les pays de la région et les organisations sous-régionales et régionales pour endiguer les effets des violences commises notamment par Boko Haram et l'Etat Islamique d'Irak et du Levant (EIL), dont les répercussions négatives menacent la paix et la stabilité dans la région.

C'est dans ce cadre que le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique

Centrale (UNOCA), François Fall, le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohammed Ibn Chambas et le Représentant spécial de l'Union Européenne pour le Sahel (UE), Angel Losada, ont entrepris plusieurs missions conjointes de haut niveau au Tchad, du 14 au 16 mars 2019, au Cameroun, du 23 au 27 avril 2019, et ensuite au Niger, du 27 au 30 avril. Au Tchad, la Directrice Exécutive du Comité contre le Terrorisme (CTED), Michèle Coninx, a pris part à la mission.

Au cours de leurs différentes missions, ils ont pu évaluer la situation sécuritaire et humanitaire des pays du bassin du Lac Tchad, notamment les réponses apportées par les acteurs locaux, nationaux et internationaux dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie régionale pour la stabilisation, le rétablissement et la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram. MM. Fall, Ibn Chambas et Losada, ont également rencontré des personnes affectées par les violences, notamment à Bol, dans la Province du Lac et à Diffa, région la plus affectée par les activités de Boko Haram au Niger.

La délégation Nations Unies/Union Européenne a également réitéré son soutien aux autorités et aux acteurs locaux pour favoriser les projets de développement afin d'améliorer les conditions de vie des populations.

Au Bénin, UNOWAS appelle au dialogue



«Le Bénin est la vitrine de la démocratie en Afrique de l'Ouest et en Afrique » avait déclaré Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, lors de sa visite effectuée du 18 au 20 mars. Cette mission s'inscrivait dans le cadre du soutien continu des Nations-Unies aux pays de la sous-région dans leurs efforts pour la consolidation de la démocratie et du développement. Au cours de sa visite, M. Ibn Chambas a rencontré les plus hautes autorités nationales, notamment le Président de la République, Son Excellence M. Patrice Talon, le Président de l'Assemblée Nationale, Me Adrien Houngbedji, le Président de la Cour Constitutionnelle, M. Joseph Djogbenou, ainsi que les anciens Présidents de la République, M. Nicephore Dieudonné Soglo, et M. Thomas Boni Yayi.

En savoir plus: <https://bit.ly/2KwdpPn>

UNOWAS soutient la paix et la stabilité en Côte d'Ivoire



Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, a effectué, du 15 au 16 avril, une visite en Côte d'Ivoire.

Cette visite qui s'inscrit dans le cadre des missions de bons offices de l'UNOWAS dans la sous-région, avait pour objectif de poursuivre les consultations avec les autorités et d'échanger avec les acteurs clés de la société ivoiriennes sur les diverses questions nationales et régionales, et sur le renforcement de l'appui des Nations Unies à la Côte d'Ivoire. Durant sa visite, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, s'est entretenu, notamment, avec le Vice-président de la Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan ; le Président du Sénat, Jeannot Kouadio Ahoussou ; le président de l'Assemblée Nationale, Amadou Soumahoro et le Ministre des affaires étrangères, Marcel Amon Tanoh. M. Ibn Chambas a également eu des discussions avec des représentants des partis politiques, de la société civile et de l'Equipe pays des Nations Unies, ainsi que le corps diplomatique. « Les élections présidentielles prévues en 2020 sont une étape majeure dans la consolidation de la paix, de la démocratie et du développement.

En savoir plus: <https://bit.ly/2WvLFBu>

Ibn Chambas visite la Mauritanie avant les élections présidentielles



En vue des élections présidentielles prévues le 22 juin prochain, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, a effectué du 13 au 15 mai une visite de trois jours en Mauritanie. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies a été reçu en audience par le Président de la Mauritanie, S.E. M. Mohamed Ould Abdel Aziz. Il a également eu une série d'entretiens avec le Ministre de la Justice, Dia Moctar Malal, le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Ahmedou Ould Abdalla et le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Mohamed Vall Ould Bellal. M. Ibn Chambas a également rencontré les six candidats à l'élection présidentielle, le corps diplomatique accrédité en Mauritanie et l'équipe pays des Nations Unies.

M. Ibn Chambas a appelé toutes les parties prenantes à prendre les mesures nécessaires pour organiser des élections apaisées, inclusives, libres, transparentes et crédibles. « Les élections présidentielles sont une opportunité pour le peuple mauritanien de réaliser son aspiration à la paix et la prospérité », a-t-il ajouté.

En savoir plus: <https://bit.ly/2MyM6GR>

Gouvernance territoriale, Paix et sécurité, à l'arbre à Palabre d'UNOWAS



Dans le cadre des rencontres consultatives intitulées « Arbre à Palabres », une plateforme d'échanges sur l'état de la gouvernance, des droits de l'homme, de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel,

UNOWAS a organisé le 18 avril 2019, une discussion sur son étude consacrée à la « Gouvernance territoriale, paix et sécurité ».

Cette étude fait l'état des lieux de la place accordée à la paix et à la sécurité dans les processus de décentralisation au Ghana, Mali, en Sierra Leone, et au Sénégal. Elle fait mention également des recommandations à même d'impulser et de renforcer la place et le rôle des collectivités territoriales dans la prévention et la résolution des conflits internes ainsi que la construction de la cohésion sociale.

« Dans un contexte de menaces multiformes à la stabilité et à la cohésion sociale, cette session d'échanges a permis d'explorer de nouvelles voies en vue de renforcer la gouvernance territoriale au service de la paix, de la démocratie et du développement durable », a dit Mme Ruby Sandhu-Rojon, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unis pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

En savoir plus: <https://bit.ly/2WvvlAQ>

UNOWAS soutient les institutions nationales des droits de l'homme (INDH)



Lors de son intervention à la consultation régionale des institutions nationales des droits de l'homme (INDH) pour l'Afrique de l'Ouest, Mme Ruby Sandhu-Rojon, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, a appelé les INDH à rester des acteurs clés

du processus électoral et a souligné l'importance de leur indépendance. Mme Sandhu-Rojon les a également exhortés à défendre davantage l'inclusion dans les politiques et les pratiques, tout en réaffirmant le soutien de l'ONU aux défenseurs des droits de l'homme, y compris les INDH.

Les INDH ont convenu de créer des partenariats stratégiques et opérationnels avec les organes de gestion des élections, de paix nationales, la société civile et les forces de sécurité, les acteurs politiques et les autres acteurs concernés dans leurs pays respectifs afin de promouvoir des processus pacifiques, crédibles et transparents. Les INDH des pays organisant des élections ont convenu de suivre de près le processus et de publier un rapport analytique par la suite.

La consultation régionale des institutions nationales des droits de l'homme (INDH) pour l'Afrique de l'Ouest a été organisée, du 29 au 31 mai 2019 à Accra, par UNOWAS, le Bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme-Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (HCDH-BRAO), la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Commission des droits de l'homme et de la justice administrative du Ghana et le réseau des institutions nationales.

Action préventive d'UNOWAS, contribution à la tenue d'élections pacifiques au Nigéria

Compte tenu de la position stratégique du Nigéria en Afrique de l'Ouest et dans le continent, et des défis internes, il était essentiel de soutenir le Nigéria à organiser les élections présidentielles. C'est le travail qu'UNOWAS a entrepris avec divers partenaires régionaux et internationaux pour prévenir toute éruption de violence et contribuer à la tenue d'élections pacifiques

Dans le cadre du rôle du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) d'appuyer les processus politiques pacifiques, notamment des élections libres, et crédibles, le Représentant spécial du Secrétaire général et chef d'UNOWAS, Mohamed Ibn Chambas, a effectué plusieurs missions au Nigéria afin de soutenir le pays dans ses efforts d'organiser des élections générales pacifiques. Ces interventions se sont intensifiées à l'approche des élections présidentielle et législative du 23 février et des élections régionales et celles de l'assemblée des États du 9 mars 2019.

Dans la continuité de ses différentes missions, M. Ibn Chambas s'est rendu à Abuja du 7 au 9 octobre 2018 pour des consultations relatives à l'appui aux élections. La visite a eu lieu immédiatement après les conventions des partis politiques et la nomination de leurs représentants respectifs.

Du 29 au 31 octobre, le Représentant spécial a participé à une mission préélectorale conjointe au Nigéria avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine (UA). Au cours de la mission, ils ont eu des entretiens avec le Président Muhammadu Buhari, le Bureau de l'Inspecteur général de Police, des hauts responsables de l'armée, des organisations de la société civile ainsi que d'autres acteurs et institutions clé, et ont discuté des efforts nationaux et l'appui des partenaires pour assurer des élections pacifiques.

Consultations avec les parties prenantes

Dans la même veine, du 11 au 24 novembre 2018, M. Ibn Chambas a rendu visite aux parties prenantes dans les États de Kaduna, Rivers, Anambra et Benue. Ces visites lui ont permis d'encourager les gouverneurs des États, les commissaires électoraux résidents, les responsables de la sécurité de l'État ainsi

que la société civile à s'impliquer dans la préparation des élections. L'objectif était de renforcer les efforts de l'ONU pour l'organisation d'élections pacifiques, libres, équitables et crédibles, avec un accent mis sur les zones électorales à risque. À cet effet, il a mené des consultations avec les principales parties prenantes aux niveaux fédéral et régional, et a tenu des séances de travail avec les partenaires internationaux et le corps diplomatique accrédité au Nigéria dans le but d'obtenir leur soutien et d'améliorer la cohérence de l'appui de la communauté internationale.

Du 11 au 12 décembre 2018, le chef d'UNOWAS a assisté à la signature de l'accord de paix entre les partis politiques et leurs candidats à la présidence qui se sont engagés à préserver un processus électoral pacifique. Par la suite, le 13 février 2019, il a assisté à la deuxième signature de l'Accord de paix national par les candidats à l'élection présidentielle. Au cours de la cérémonie, Ibn Chambas a souligné le rôle et la responsabilité considérables des candidats, de leurs partis et de leurs partisans, pour garantir un processus électoral pacifique, crédible et transparent. Il a encouragé toutes les parties prenantes à respecter la primauté du droit pour résoudre les différends découlant du processus.

Tout au long de ses visites, le Représentant spécial a constamment insisté sur le fait que le Nigéria occupait une position stratégique en Afrique de l'Ouest, sur le continent et même dans le monde. À cet égard, il a souligné combien il était crucial que le Nigéria organise, en 2019, des élections crédibles, pacifiques et équitables, de manière à améliorer les résultats des élections de 2015.

En prélude aux élections, UNOWAS, en partenariat avec le Comité National pour la Paix (PNP) et l'équipe Pays des Nations Unies au Nigéria, a organisé une série d'événements dans un certain nombre d'états



Signature de l'Accord de paix national par les candidats à l'élection présidentielle. 13 février 2019 à Abuja- Nigeria. Photo: DR

“
 L'ONU a
 contribué à
 désamorcer
 les tensions
 autour des
 élections

à risque, notamment Benue, Kaduna, Kano et Kwara, afin de renforcer l'appui aux parties prenantes pour des élections pacifiques. Les événements ont rassemblé les dirigeants de partis politiques de l'état local, des candidats à diverses élections, des chefs traditionnels et religieux, des services de sécurité, des institutions fédérales et d'État, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, des organisations de la société civile, notamment des groupes de jeunes, des groupes de femmes et des personnes handicapées ainsi que les médias.

Promotion des élections pacifiques et de la consolidation de la démocratie au Nigeria

Les événements au niveau des États visent à renforcer la sensibilisation, à faciliter les échanges et à créer une synergie entre les parties prenantes en vue de la tenue d'élections pacifiques. Cette initiative visait également à compléter les initiatives de paix et de développement en cours dans les différents États afin de promouvoir un processus électoral sans violence et inclusif avant, pendant et après le vote et à la déclaration des résultats

Au cours des forums au niveau des États, le chef d'UNOWAS a réaffirmé la détermination de l'ONU à soutenir les initiatives prises aux niveaux fédéral et étatique, parallèlement aux efforts régionaux visant à promouvoir des élections pacifiques et une consolidation de la démocratie au Nigéria. Il a exhorté toutes les parties prenantes, conformément à leurs engagements, à éviter les

messages de haine et les politiques d'acrimonie, d'amertume et de rancœur qui compromettent le déroulement pacifique des élections. Il a également appelé tous les acteurs à œuvrer pour améliorer le nombre de jeunes et de femmes qui sera présenté par les partis politiques lors des prochaines élections.

Lors des élections, Ibn Chambas a contribué à la coordination du soutien de la communauté internationale aux efforts nationaux visant à la tenue d'élections pacifiques. Il a tenu des consultations régulières avec les chefs des missions internationales d'observation déployées au Nigéria et a collaboré étroitement avec les observateurs nationaux. À cet égard, l'ONU a contribué à désamorcer les tensions autour des élections et a encouragé toutes les parties prenantes à œuvrer résolument en faveur d'élections pacifiques et crédibles dans le pays. Suite au report des élections générales du 16 au 23 février, UNOWAS, aux côtés des observateurs internationaux, de la CEDEAO, de l'UA, du Commonwealth, de l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA), de l'Union européenne, du NDI / IRI et de l'OCI, a appelé tous les Nigériens à rester calme et à soutenir le processus électoral alors que l'INEC s'attelaient à mettre en œuvre son nouveau calendrier.

Le RSSG Chambas a continué de dialoguer avec les acteurs politiques clés même après les élections et la proclamation des résultats, afin de les exhorter à résoudre les problèmes litigieux dans le respect de l'état de droit.

INTERVIEW

AYISHA
OSORI

“Tenir des élections régulières n’est pas la démocratie”



Ayisha Osori. Photo: DR

Ayisha Osori est la directrice Exécutive d’Open Society Initiative for West Africa (OSIWA). Elle est l’auteur du livre “L’amour ne fait pas gagner les élections”. Une expérience personnelle qui raconte la politique et les élections au Nigeria. Interview.

Votre livre, publié en 2017, “L’amour ne fait pas gagner pas les élections”, est une déclaration. Qu’est-ce que cela signifie ?

Le contexte dans lequel le livre a été écrit, c’est-à-dire la politique et les élections au Nigéria, ce qui fait gagner des élections, c’est le contrôle des institutions censées assurer la responsabilité électorale, à savoir les partis politiques, le pouvoir judiciaire, l’organe de gestion des élections et, dans une moindre mesure, les agences de sécurité. Cela peut sembler familier à ceux qui travaillent dans le domaine de la gouvernance démocratique dans d’autres pays d’Afrique de l’Ouest.

Mais vous avez écrit : “Il ne fait aucun doute que nous avons besoin de plus

de personnes dans l’espace politique. L’espace est en désordre, mais vous n’avez pratiquement pas d’autre choix que de continuer à vous engager”. Pensez-vous que les citoyens nigériens, en particulier les femmes et les jeunes, sont impliqués dans l’espace politique ?

Les femmes et les jeunes s’impliquent de plus en plus dans l’espace politique au Nigéria. L’appel constant en faveur d’une action positive en faveur de la représentation des femmes ainsi que du succès de la campagne « *Pas trop jeune pour se présenter* » (qui a été adoptée à l’échelle mondiale), qui a permis de réduire les critères d’admissibilité à l’âge minimum requis pour certains

postes, en sont la preuve. On pourrait toutefois affirmer, au vu de la baisse du nombre de femmes élues au parlement national et au parlement des États depuis 2007, que les résultats ne font pas encore la différence. De même, malgré le nombre croissant de jeunes qui se présentent aux élections, la représentation des jeunes dans la prise de décision reste faible.

Davantage de citoyens - au-delà de ceux qui se présentent à des postes électifs - doivent participer de façon beaucoup plus active dans la vie politique locale et nationale. Le nombre décroissant de suffrages exprimés (35 % aux élections générales de 2019 qui viennent de s’achever) indique que la majorité est désengagée, raison pour laquelle j’appelle à impliquer davantage de personnes, non seulement en tant que candidats, mais également en tant qu’électeurs,



partisans de la responsabilité et citoyens qui mettront la pression sur le gouvernement pour qu'il respecte le contrat social.

En février dernier, le Nigéria a connu une élection présidentielle. Diriez-vous qu'il y a eu une amélioration de la participation par apport aux élections présidentielles de 2015 ?

Non, il n'y a pas eu d'amélioration si l'on prend en compte la participation électorale. En fait, les données sur les élections présidentielles montrent une diminution constante du nombre de Nigériens qui votent. L'élection de 2019 enregistre le taux le plus bas depuis 1999. Toutefois, certains pourraient affirmer qu'avec les médias sociaux, les conversations sont de plus en plus fondées et plusieurs partagent leurs points de vue et prennent une part active dans la campagne en faveur de leurs candidats / partis - malheureusement, il n'y a pas encore de données pour le prouver ou le réfuter.

Après le Nigéria et le Sénégal, plusieurs élections présidentielles et législatives seront organisées en Afrique de l'Ouest. Que conseillez-vous aux politiciens et aux jeunes candidats pour les aider à renforcer leur engagement en faveur de la bonne gouvernance et pour changer la "culture politique" ?

Il existe une tendance en Afrique de l'Ouest où les élections se tiennent plus régulièrement mais où nous observons des valeurs et des pratiques moins démocratiques. Cela est évident dans la nature des réformes électorales et des lois qui limitent le choix et la participation, la manière dont les présidents en exercice traitent l'opposition, la manière dont les institutions chargées de la responsabilité électorale sont compromises et même la tendance croissante à manipuler les constitutions. En conséquence, la

En tant que région, nous n'avons que partiellement acquis une bonne compréhension de l'institutionnalisation de la démocratie

perception de légitimité de ces gouvernements est affaiblie et la distance entre les élus et l'électorat se creuse, les citoyens de la région étant également confrontés à des problèmes communs, tels que des taux de pauvreté croissants, même pour les pays en croissance régulière.

Je conseille aux politiciens de prendre note des tendances en Afrique et dans le reste du monde- les citoyens sont de plus en plus impatients à bénéficier des avantages d'une bonne gouvernance et des États qui prennent en compte les aspirations de la population, majoritairement jeune. Il faut revoir la politique pour soi-même- en mettant fin au modèle colonial consistant à faire en sorte que les membres du gouvernement soient extrêmement à l'aise au détriment de la majorité de la population.

Mon conseil aux jeunes candidats est de réinventer ce que la gouvernance, la politique et les élections peuvent être pour eux et leurs communautés. Le modèle actuel de la politique et de la gouvernance dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest n'est pas viable et si les jeunes candidats peuvent trouver des moyens de changer le cours des choses et de remplacer (être prêt à remplacer est très important car, là où il y a des perturbations sans modèle alternatif, le chaos s'ensuit). Cela sera, au final, bénéfique aussi bien pour eux, que pour leurs pays et la région dans son ensemble.

De façon plus globale, quel est votre avis sur le rôle effectif des élections dans la consolidation de la démocratie en Afrique de l'Ouest ?

Les élections ne sont pas la démocratie. Tenir des élections régulières n'est pas la démocratie. Tenir des élections régulières et bien orchestrées n'est pas de la démocratie. Bien que les élections se déroulent régulièrement en Afrique de l'Ouest, il est réconfortant de constater que beaucoup de citoyens s'interrogent sur le lien qui existe entre les élections ordinaires et la bonne gouvernance qui a un impact positif sur leur vie. Une récente étude Afrobaromètre indique que la majorité des Africains considèrent la démocratie comme un système mais que seulement 15 % sont prêts à la défendre et que la faible participation électorale de nos pays témoigne d'une désillusion croissante pour la démocratie.

Il doit y avoir un lien entre les élections et la qualité de vie des citoyens et la qualité des services gouvernementaux. Les meilleurs choix et options lors du vote, la facilité accrue de voter et d'être électeur, la réduction de la violence, la diminution du coût des élections (à la charge de l'État et des citoyens) et les normes démocratiques souples respectées par les citoyens et les responsables politiques, sont tous importants pour la consolidation de la démocratie en Afrique de l'Ouest. En tant que région, nous n'avons que partiellement acquis une bonne compréhension de l'institutionnalisation de la démocratie.



Le livre d'Ayisha Osori: "l'amour ne fait pas gagner les élections"
Narrative Landscape Press



BUREAU DE VOTE

N°

02

Du lieu

GROUPE SC

Fiche d'identification du
(à coller à la porte du bureau)

“Une affaire de goût !”

L'élection présidentielle qui s'est déroulée le 24 février 2019, a révélé la maturité politique du peuple sénégalais qui s'est mobilisé à travers toutes ses catégories sociales pour élire le Président de la république du Sénégal.

« **J**e n'ai jamais raté un seul rendez-vous électoral, j'ai toujours voté », lance fièrement Mme Rokhaya Mal qui tient une petite « gargote » sur la place du Souvenir Africain, à la Corniche de Dakar. Du haut de ses cinquante ans, elle est confiante que le candidat pour qui elle va voter, gagnera les élections présidentielles. Elle espère surtout que le scrutin se déroulera dans une atmosphère apaisée. « Je prie que les élections se déroulent bien. Que les gens aillent voter et que le peuple accepte le résultat des urnes », dit Mme Mal. « Vous savez, si on n'a pas la paix on n'a rien », renchérit-elle, en servant ses clients assis autour d'une table de fortune pour déguster le traditionnel thiebou Dieune (Riz au poisson).

Les opinions souvent subjectives teintées d'une dose de militantisme fusent dans tous les sens. C'est normal, nous sommes à la veille de l'élection présidentielle au Sénégal et chaque personne a quelque chose à dire ! A l'ombre, installés sous un arbre, alors que le soleil est à son zénith, cette restauratrice de rue et ses clients, ne dérogent pas à la règle. A bâton rompu, ils pérorent sur l'élection présidentielle qui se déroulera le lendemain, le 24 février.

Les vœux de Mme Mal

Les vœux de Mme Mal se sont réalisés ! D'une façon unanime, les observateurs internationaux et nationaux accrédités à suivre les élections, ont jugé le scrutin « calme, participatif et transparent, malgré quelques irrégularités ». Ce qui n'était pas gagné d'avance car, durant la campagne électorale, des incidents ont été observés dans diverses localités qui ont poussé les autorités à prendre des mesures pour assurer la sécurité de la population, et les candidats à lancer des appels au calme et à la retenue.

De son côté, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) n'est pas resté inactif. Engagé dans sa volonté de prévenir tout type de violence, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef d'UNOWAS), avait, avant la tenue des élections, rendu visite aux bureaux de campagne des cinq candidats en lice pour les sensibiliser et les encourager à œuvrer pour la tenue d'élections pacifiques. « L'élection de 2019 est une étape majeure dans la consolidation de la démocratie qui s'est toujours accomplie dans la paix et la tolérance », avait-il déclaré, tout en encourageant les sénégalais à continuer d'être les promoteurs de cet esprit de paix et de tolérance pour faire gagner le Sénégal.



Une femme met son bulletin de vote dans l'urne, le jour de l'élection présidentielle dans un centre de vote aux HLM. Le 24 février 2019. Photo: UNOWAS UNOWAS SCPIO

Cinq candidats pour un siège

La discussion entre les clients de Mme Mal s'anime et se tend crescendo, quand une jeune fille, cuillère à la main, révèle, avec des éclats de rire, qu'elle ne sait toujours pas pour qui voter. « Je n'ai confiance en aucun des candidats ! Peut-être que je vais voter pour Ousmane Sonko, parce qu'il est jeune et qu'il a l'ambition de vouloir changer les choses » dit-elle. « De toute façon on sait déjà qui va gagner ! » conclut-elle. Un autre client d'acquiescer et de vociférer avec de grands gestes : « mais le Président Macky Sall, avec le parrainage. C'est sûr qu'il va gagner ».

Le parrainage, la nouveauté de ce processus électoral, a fait couler beaucoup d'encre au Sénégal. Selon la loi n° 2018-22 du 04 juillet 2018 portant révision du Code électoral, toutes les élections présidentielle, législative et locale sont désormais soumises au parrainage citoyen. Ce sont seulement les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales qui peuvent parrainer une candidature. Avant 2018, le parrainage était seulement exigé aux candidats indépendants de l'élection présidentielle. Maintenant, chaque candidat doit réunir au moins 0,8 % de signatures des électeurs inscrits sur le fichier électoral en provenance d'au moins 7 régions. Sur les 27 candidatures présentées seules 7 ont pu passer le test du parrainage. In fine, 5 candidatures ont été validées par le Conseil Constitutionnel.

Mme Mal sourit malicieusement et dit avec conviction: « en tout cas, c'est une histoire de goût ! Macky Sall est mon candidat et je voterai pour lui.

Il a su préserver la stabilité et la paix dans ce pays. Alors pourquoi vouloir changer de président ? ». Et de préciser ensuite : « Moi j'ai mon candidat ! c'est vrai, et je souhaite qu'il gagne. Mais, peu importe, que les gens aillent voter et quels que soient les résultats, il faudra accepter la volonté du peuple et préserver la paix ».

Le 24 février 2019, jour de vote, plus de 6,69 millions d'électeurs sénégalais étaient appelés à se rendre aux urnes pour choisir celui qui dirigera le pays. Il leur fallait choisir entre le président sortant Macky Sall (Coalition Benno Bokk Yakaar) et ses adversaires, Idrissa Seck (Coalition Idy 2019), Madické Niang (coalition Madické 2019), Issa Sall (PUR) et Ousmane Sonko (coalition Sonko Président).

Mais où sont les femmes ?

Continuant leur débat, Mme Mal et ses clients se prêtent à un exercice de pronostic et de spéculations sur « l'heureux élu » de cette présidentielle. Racky Ndiaye, une jeune femme d'à peine 30 ans, venue acheter de quoi manger, intervient dans la discussion pour dire, un peu déçue, voire, triste, que les femmes sont les grandes absentes de cette course à la magistrature suprême : « C'est dommage qu'il n'y ait aucune femme candidate. Je me souviens qu'en 2012, Amsatou Sow Sidibe et Diouma Dieng Diakhaté avaient battu campagne ».

Les femmes constituent la grande majorité de l'électorat sénégalais. Elles sont un enjeu électoral et une force politique, qui par leur engagement, sont capables de faire basculer un scrutin. A titre d'illustration, en 2000, elles ont grandement con-

tribué, à l'émergence de la première alternance politique qu'a connu le Sénégal. L'élection de 2000 fut la première dans l'histoire politique du Sénégal à enregistrer une candidature féminine.

Pourtant, elles étaient trois, en l'occurrence Aissata Tall Sall, Aida Mbodj et Amsatou Sow Sidibé, à avoir déposé leur candidature au Conseil Constitutionnel. Selon certains analystes, l'exercice du parrainage y est pour beaucoup et les femmes candidates n'ont pas pu obtenir les 53 000 signatures requises.

« J'espère que vous irez voter demain »



Mme Bal tient son restaurant à la place du Souvenir à Dakar, la veille de l'élection présidentielle au Sénégal

Enthousiaste, telle une militante, Racky interpelle encore les clients : « Vous qui polémiquez, j'espère que vous irez voter demain » assène-t-elle. « Si vous voulez voir les choses changer, c'est l'occasion de vous exprimer à travers les urnes », ajoute-t-elle. Racky finit par confier, à ce groupe de personnes qu'elle vient à peine de rencontrer, qu'elle fait partie de la plateforme de veille Sunu Election et qu'elle se réveillera tôt le lendemain pour aller voter et ensuite se rendre au poste qui lui a été assigné comme observatrice.

L'élection présidentielle de 2019, a enregistré un pourcentage de participation record de 66 % contre 51,58 % en 2012 et 60,17 % en 2000. Une forte mobilisation citoyenne qui confirme une maturité politique des sénégalais. En effet, plus de 4 millions de citoyens se sont rendus aux urnes. En mi-journée déjà du jour du scrutin, on reportait un taux de participation de plus de 40 %, une première au Sénégal.

Pour cette présidentielle, les observateurs nationaux ont abattu un travail remarquable. 5 003 observateurs ont été accrédités par le Ministère de l'intérieur pour observer l'élection présidentielle. De ce nombre, il faut compter un peu plus de 4 100 volontaires sénégalais dont la plupart était déployée sur toute l'étendue

du territoire par la société civile. Sans oublier, l'Eglise catholique qui a, pour sa part, mobilisé 1 000 observateurs. Les organisations internationales et régionales, comme la CEDEAO, l'Union Africaine et l'Union Européenne, ont également déployé des missions d'observation.

De grands défis pour le président élu

Un peu plus d'une semaine après le scrutin, période caractérisée par une « guerre des chiffres », entre les candidats de l'opposition et le parti au pouvoir, le conseil constitutionnel déclare le candidat Macky Sall, vainqueur dès le premier tour avec 58,27 % des voix. Il est suivi par Idrissa Seck qui comptabilise 20,5 %, puis Ousmane Sonko avec 15,67 %. Les candidats Issa Sall et Madické Niang s'en sortent avec respectivement 4,07 % et 1,58 %.

Après près d'une heure de discussion sur l'élection présidentielle, Mme Mal finit par expliquer à ses clients que cela fait des années qu'elle exerce le métier de restauratrice qui lui a permis de réaliser tous les projets qui lui tenaient à cœur. « La vie est très difficile ! Je souhaite que le coût de la vie diminue considérablement au Sénégal » dit-elle. Elle espère que le président élu fera tout son possible pour que les denrées de première nécessité soient accessibles. « Vraiment, je ne gagne plus comme avant », se plaint-elle.

Cette plainte est partagée par la quasi-totalité de ses clients, qui acquiescent et commentent avec désinvolture les difficultés du quotidien. « Moi, ça fait plusieurs années que j'ai obtenu mon diplôme de master en gestion, mais je peine à trouver du travail. Je suis obligé de me taper les petits boulots pour m'en sortir », explique Issa, un jeune homme de 33 ans. « Il faut restructurer le système scolaire, créer des emplois, améliorer l'accès à la santé. Nous avons de bons médecins qui travaillent dans des conditions difficiles, dans des hôpitaux qui manquent de tout » renchérit de plus belle Issa, avec une voix teintée de passion.

Les élections se sont déroulées d'une manière pacifique et participative, et le président sortant, Macky Sall, a été réélu pour un second mandat de 5 ans. Faisant écho aux attentes de la population sénégalaise, les commentateurs du restaurant de chez Mme Mall, avant de se débarrasser de leur assiette de thiebou Dieune, ont unanimement insisté sur le fait que quel que soit le président qui sera élu, « il sera le président de tous les sénégalais. Il devra tout faire pour accentuer le développement du pays », tout un programme !

“Quel Président pour la Famille Sénégalaise” ?

Le rôle de la famille, et à fortiori, celui de la femme est fondamentale dans la consolidation de la bonne gouvernance. Soutenu par le programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), le Caucus des Femmes Leaders a initié une initiative visant à sensibiliser les acteurs politiques et les candidats à l'élections présidentielles de 2019 pour une meilleure prise en compte des questions du genre et de la famille dans leurs programmes et projets.



▲
Atelier de validation de l'évaluation de l'intégration des questions de genre et famille dans les programmes des candidats aux élections présidentielles de 2019 (20 février 2019, Dakar, Sénégal). Photo: PNUD

Le dynamisme socio-économique et politique que connaît le Sénégal depuis des décennies, permet aux divers acteurs, notamment la société civile, de jouer un rôle prépondérant dans le renforcement de la bonne gouvernance et la préservation et le respect des droits humains. Aussi, les élections, présidentielles ou législatives, constituent un moment majeur dans la vie politique de chaque pays. Car, au-delà d'un choix d'un candidat ou

d'une candidate, il s'agit d'assurer le progrès de la société à travers un programme qui prend en compte les attentes de la populations et la contribution de ses composantes.

C'est dans ce sens, et fidèle à son action d'accompagnateur des capacités locales pour renforcer l'appropriation nationale que le PNUD Sénégal, n'a pas hésité à apporter son soutien au Caucus des Femmes Leaders dans la réalisation de ses

activités, notamment dans l'organisation d'un atelier de validation de l'évaluation de l'intégration des questions de genre et famille dans les programmes des candidats aux élections présidentielles de 2019 qui s'est tenu à Dakar le 20 février 2019 en partenariat avec Enda, Rasef, Article 19, l'Institut Genre et Famille, Africa-Jom et Jamra. En plus de cette initiative, une série de débats radios et télévisés a été organisée au niveau national, pour amener les

“

Il s'agit d'assurer le progrès de la société à travers un programme qui prend en compte les attentes de la populations

partis politiques, la société civile, les médias, les chefs religieux, coutumiers et traditionnels à porter également le plaidoyer de l'intégration du genre dans les politiques publiques.

Créé depuis 2010, le Caucus des Femmes Leaders regroupe des femmes des partis politiques, des syndicats et de la société civile. Après avoir mené avec succès le combat pour le vote de la loi sur la parité, il a procédé à la formation des candidats aux élections législatives de 2012 et à l'accompagnement des candidats aux élections locales de 2014.

Pour les élections présidentielles de 2019, le Caucus des Femmes Leaders, à travers l'organisation de cet atelier du 20 février 2019, a voulu sensibiliser les divers acteurs politiques, notamment les partis politiques, pour qu'ils prennent en compte les questions relatives à la famille et au genre dans l'élaboration des programmes des candidats.

Durant les travaux de cet atelier, les participants, notamment les représentants des cinq candidats à l'élection présidentielle, ont pu faire le constat du degré d'inclusion des questions du genre et de la famille dans les programmes des candidats. Mais loin de pointer du doigt « le mauvais candidat », l'atelier a permis d'identifier les insuffisances et de formuler des réponses afin d'améliorer la prise en compte de questions aussi diverses qu'importantes, telles que les femmes allaitantes et enceintes en prison, l'allaitement maternel exclusif au sein et

les congés de maternité, la prise en charge des malades mentaux, l'isolement des personnes du troisième âge, la prise en charge de maladies spécifiques, la prise en charge des personnes vivant avec un handicap : (éducation, mobilité), la lutte contre les violences et les viols, et tant d'autres questions qui révèlent une crise profonde de la famille.

La famille, un enjeu politique

En effet, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) et les travaux du Laboratoire Genre de l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN) de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar sur la famille ont produit des données qui révèlent une profonde crise de la société sénégalaise. Les deux institutions estiment que 46% des enfants ne vivent pas avec leurs deux parents, et que la femme en tant que mère, a un « moindre accès aux savoirs, aux qualifications professionnelles et aux ressources », ce qui favorise sa fragilité.

D'autres chiffres sont tout aussi révélateurs de la faible participation des femmes dans le domaine économique. Dans le secteur agricole, les femmes exploitent en moyenne 0,4 ha des terres contre 1,3 ha pour les hommes. En outre, seules 13,8% des femmes sont propriétaires des surfaces qu'elles cultivent. En termes de gouvernance économique, les femmes ne représentent que 6,4% des dirigeants du secteur industriel et ne possèdent que 18,9% des petites et moyennes entreprises. Cette situation est aggravée par les violences exercées sur les femmes et les enfants ce qui rend la cellule familiale beaucoup plus fragile.

Face à cette situation, le Caucus des Femmes Leaders estime que les candidats à l'élection présidentielle doivent jouer un rôle plus actif en s'engageant à entreprendre des actions concrètes, comme par ex-

emple, l'application rigoureuse des lois contre les violences basées sur le genre, le recours aux tests d'ADN pour rétablir des enfants nés de viol dans leurs droits fondamentaux, l'autonomisation économique des femmes pour une meilleure distribution équitable dans les nouveaux aménagements. Par ailleurs, une part des revenus du gaz et du pétrole pourrait être programmée par le Gouvernement afin de financer par le biais d'un fonds d'entrepreneuriat, les activités des femmes.

Selon le Caucus des Femmes Leaders, ces actions ne devront pas seulement être incluses dans les programmes des candidats, mais elles doivent surtout être prises en compte d'une manière effective dans tous les projets et programmes politiques que les divers partis politiques élaborent afin de consolider davantage la démocratie et la bonne gouvernance au Sénégal.

Un document diagnostic sur cette question majeure a été partagé avec tous les acteurs, notamment tous les candidats. Pour la prochaine étape de cette initiative, le Caucus des Femmes Leaders recueillera les contributions et les idées nouvelles émises à travers les débats dans les médias, les réseaux sociaux et émissions interactives pour améliorer le document qui sera transmis aux acteurs et partis politiques pour qu'ils veillent à placer la question de la famille et de la femme parmi les questions prioritaires dans leur projet politique.





Cellule d'observation des acteurs de la société civile, le jour de l'élection présidentielle au Sénégal, le 24 février 2019. Photo: UNOWAS SCPIO

Observateur national, un engagement citoyen pour des élections pacifiques

Certains citoyens sénégalais, ne se sont pas seulement contentés de voter lors de l'élection présidentielle du 24 février. Ils ont tenu à porter la casquette d'observateur pour participer à l'organisation d'une élection pacifique, contribuant ainsi à la consolidation de la démocratie au Sénégal.

Le 24 février, jour de l'élection présidentielle au Sénégal, les rues de Dakar sont calmes. Une atmosphère bon enfant règne aux alentours des centres de vote qui se transforment spontanément en des lieux de retrouvailles pour des voisins et des amis qui ne se sont pas vus depuis longtemps. Des groupes se forment, et on discute du scrutin et d'autres sujets. Dans les bouches, la question centrale revient sans cesse : « as-tu déjà voté ? ».

En mi-journée, de longues files se forment au gré des arrivées devant les bureaux de vote du centre des HLM 6. Dans un des bureaux, deux jeunes hommes, Moussa Sy et Birima Ngom, habillés de gilet gris clair s'introduisent et demandent à rencontrer le président. Après les salutations, ils présentent leur carte d'accréditation délivrée par le Ministère de l'Intérieur avant de s'enquérir du déroulement

du vote et des dispositions qui ont été prises pour permettre aux citoyens de voter dans les conditions requises.

4 100 observateurs sénégalais

Moussa Sy et Birima Ngom, sont de jeunes volontaires du programme Sunu Election (notre élection). Ils font partie des 4 100 observateurs sénégalais déployés sur toute l'étendue du territoire par la société civile pour s'assurer de la transparence, de la crédibilité des élections et de la participation citoyenne. Pour cela, les deux volontaires feront le tour d'un certain nombre de bureaux de vote afin de répertorier toutes sortes d'informations sur le déroulement du processus, qu'ils transmettront ensuite au service technique de la cellule de veille électorale chargée de compiler et de traiter les premières données du terrain qui permettent



L'objectif de Sunu Election est que les sénégalais puissent se familiariser aux différentes procédures du processus électoral

d'avoir une indication sur la qualité du déroulement du vote.

Au Sénégal, la société civile s'est fortement impliquée dans le processus électoral à travers son rôle d'observateur, de sensibilisateur et de facilitateur. C'est ainsi que plusieurs actions citoyennes ont été initiées. Ces activités vont de la sensibilisation pour une participation de tous au vote, à l'observation électorale et à la facilitation en vue de corriger certains dysfonctionnements liés au processus.

Dans une salle d'un hôtel de la place, un groupe de femmes et de jeunes analysent les données reçues du terrain. Nous sommes dans la cellule de veille électorale du Groupe de travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel mise en place grâce à l'appui financier du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et ONU FEMMES. Le groupe de travail a déployé 50 observateurs sur le territoire national qui ont visité 971 bureaux de vote avec l'objectif de collecter en particulier des informations sur la participation des femmes.

Juste à côté, une autre pièce beaucoup plus grande grouille de monde, elle abrite la cellule de veille du programme Sunu Election, en partenariat avec l'Institut Gorée qui a la charge de faire le suivi des violences électorales et le programme Sénégal Vote, chargé de faire la veille sur les réseaux sociaux. Malgré le va et vient des observateurs internationaux notamment la CEDEAO, l'Union Européenne, qui viennent s'enquérir des dernières informations sur le déroulement du vote, Une ambiance de travail sereine règne dans cette salle.

Engagement massif des jeunes

« Pour moi, voter est un acte citoyen et participer à une telle initiative de la société civile qui favorise des élections participatives et pacifiques est tout

aussi important, » dit M. Albert Kaly, un jeune volontaire. Assis devant son ordinateur, M. Kaly enregistre minutieusement les informations reçues, par téléphone, du terrain sur la plateforme utilisée pour traiter les données reçues des quelques 2 000 observateurs déployés sur toute l'étendue du territoire sénégalais par le programme Sunu Election. Ils sont 25 jeunes, comme M. Kaly à être affectés à la composante technique de la structure de veille électorale.

Ces données collectées et traitées sont ensuite envoyées à cellule politique constituée de personnalités et de leaders de la société civile. Après une analyse beaucoup plus poussée, les membres de la cellule politique signalent aux autorités les dysfonctionnements décelés pour une correction rapide. C'est ainsi qu'ils ont pu alerter sur le problème des électeurs qui n'arrivaient pas à trouver leur nom sur les listes électorales.

Le programme Sunu Election a été mis en place par le collectif des Organisation de la Société Civile pour les Elections (COSCE) et la Plateforme des Acteurs Non Etatiques. « L'objectif du programme Sunu Election est de créer les conditions pour que les sénégalais puissent se familiariser aux différentes procédures du processus électoral. Et, les inciter à exprimer leur volonté tout en veillant à ce que le scrutin se tienne de manière transparente et apaisée », souligne M. Ndiaga Sylla, responsable Elections du programme. « C'est pour cette raison qu'à travers la campagne Sama baat (ma voix), nous avons déployé des observateurs à long terme, depuis 3 mois, qui ont contribué au retrait massif des cartes d'électeur », explique M. Sylla.

Des initiatives similaires pour une mobilisation massive et de qualité ont été menées par d'autres structures. Senegal Vote par exemple a tenu à jouer sa partition sur les réseaux sociaux. « Sur notre plateforme Senegal Vote, nous avons une cartographie qui renseigne sur les centres et bureaux de vote, un guide de l'électeur et une vitrine pour les candidats qui ont voulu partager les différents axes de leurs programmes » confie Mme Jaly Badiane, Coordinatrice de l'initiative. « C'est une façon d'informer le citoyen sur le contenu des différents programmes des candidats et d'éveiller les consciences sur un des enjeux majeurs de la citoyenneté qu'est le vote », ajoute-t-elle.

Toutes ces initiatives ont participé d'une façon ou d'une autre à renforcer la démocratie au Sénégal à travers la mobilisation des citoyens pour des élections pacifiques et participatives.

« Nous apportons des solutions technologiques pour accroître la qualité de la démocratie et du développement »

Tuwindi, une organisation malienne qui soutient le développement social et économique à travers l'utilisation des technologies de l'Information et de la communication. Elle intervient dans le secteur de la gouvernance, la démocratie, la citoyenneté et des droits humains. Elle a apporté un appui essentiel à la tenue d'élection transparente au Sénégal. Tidjani Togola, Directeur Exécutif et Fondateur de Tuwindi a accepté de répondre à nos questions. Entretien.

M. Tidjani Togola, pouvez-vous nous présenter votre organisation ?

La Fondation Tuwindi est une organisation qui est spécialisée dans la Civic Tech (Technologie civique). Nous utilisons les technologies pour accroître la participation des citoyens à tout ce qui touche à leur droit politique et publique. Nous apportons des solutions technologiques pour accroître la qualité de la démocratie et du développement. L'idée c'est de faire en sorte que le citoyen soit au cœur de la prise de décision et participe à la construction de la vie économique et sociale.

Qu'est-ce qui justifie votre présence actuellement au Sénégal ?

Nous sommes ici au Sénégal dans le cadre des élections. Nous appuyons les organisations de la société civile dans la veille électorale à travers la mise à disposition de la plateforme technologique qui va permettre de collecter des informations d'observation par sms. Ces informations seront ensuite insérées dans la base de données pour qu'elles soient traitées en temps réel. Nous avons formé 2 000 ob-

servateurs et 27 gestionnaires de la plateforme. Les observateurs sont déployés à travers le Sénégal, ce qui nous permettrait d'avoir des données statistiquement représentatives.

Vous êtes malien et vous apportez votre soutien à une initiative des organisations de la société Civile du Sénégal pour l'élection présidentielle. Qu'est-ce qui motive cela ?

Ce qui motive cela, c'est la recherche de la transparence, le respect des droits des citoyens. Il n'y a pas de différence entre un citoyen malien ou sénégalais dès lors que nous pouvons construire ensemble notre avenir. Nous avons les mêmes avenir ! si la démocratie n'est pas forte au Sénégal, elle ne le sera pas au Mali. Peut-être que c'est exagéré de le dire, mais je suis partout où il faut défendre les valeurs de la démocratie et le respect des droits humains ; partout où il faut faire valoir les bonnes pratiques de gouvernance. C'est cela mon combat !

Je suis ingénieur informaticien de formation et je mets mon savoir au service de la participation citoyenne et de la bonne

“

Nous appuyons les organisations de la société civile dans la veille électorale à travers la mise à disposition de la plateforme technologique



M. Tidjani Togola (à gauche). Photo: DR

gouvernance. M'engager auprès des organisations de la société civile au Sénégal est à la fois un honneur et aussi un devoir. C'est pour cette raison que nous sommes là pour travailler dans le cadre du programme Sunu Election financé par l'USAID. Nous apportons notre contribution technique à un travail que j'estime noble et nécessaire. Ma motivation est de défendre la démocratie partout où je (on) peux (t) et avec toute mon énergie.

Parlez-nous un peu des activités de Tuwindi dans la région

La Fondation Tuwindi est très active dans la région. Nous organisons régulièrement des ateliers de formation destinés aux organisations de la société civile des différents pays d'Afrique. Nous les outillons et les préparons à mettre en place une salle de veille électorale dans leur pays respectif. En général, ils reçoivent une formation avancée sur les outils Technologiques de dernière

génération pour la mise en œuvre de la salle de veille, notamment le logiciel de système d'information électorale OpenESR que nous utilisons.

A travers ces initiatives, nous tentons d'innover l'observation des élections et de renforcer la transparence, l'intégrité et la crédibilité des élections en Afrique.

Quelles sont vos relations avec les gouvernements ? sont-ils toujours ouverts par rapport à un tel projet ?

Nous avons de bonnes relations avec les gouvernements des pays où nous intervenons. Cela est nécessaire car notre objectif est de faire en sorte que les autorités, en charge de l'organisation des élections, fassent corriger les irrégularités que nous relevons sur le terrain et qui ne respectent pas la réglementation en vigueur sur les élections. Donc, nous n'hésitons pas à les inviter pour qu'ils comprennent notre travail qui se

fait aussi en toute légalité et légitimité. En général ils coopèrent.

Quelles sont vos perspectives pour le futur ? Pensez-vous faire ce travail encore longtemps ?

Nous allons continuer à appuyer les acteurs électoraux dans les pays d'Afrique. Nous continuerons à accroître les capacités de nos technologies de sorte à prendre en charge l'ensemble du cycle électoral. Nous poursuivrons également le développement d'autres approches méthodologiques et solutions logicielles les mieux adaptées aux besoins des acteurs dans leurs mission de soutien à la démocratie, à la liberté d'expression et aux autres droits fondamentaux. Nous comptons également travailler sur la problématique des infox (fake news) et renforcer notre collaboration avec les différents acteurs pour qu'ils introduisent les Technologies de l'Information et de la Communication dans leurs activités en général.

UNOWAS et la CEDEAO renforcent les capacités des femmes pour une meilleure consolidation de la paix

Les femmes jouent un rôle de plus en plus prépondérant dans la consolidation de la paix dans la région. Afin de renforcer leur capacités, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont organisé du 13 au 17 mai 2019 à Accra, Ghana, une formation des formateurs pour une meilleure autonomisation des femmes.

Forts de leur engagement pour renforcer l'autonomisation des femmes actives dans la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest et au Sahel, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), avec le soutien du gouvernement des Pays-Bas et en partenariat avec l'École des cadres du système des Nations Unies (UNSSC), le Réseau de l'Afrique de l'Ouest pour la consolidation de la paix (WANEP) et le Centre International Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KAIPTC) ont rassemblé, du 13 au 17 mai 2019 dans les locaux du KAIPTC à Accra, plus de 30 personnes représentant onze pays de la région, au sein d'un atelier de formation des formateurs.

Une trentaine de personnes formées à l'analyse des conflits et à la médiation

Pendant cinq jours, ces femmes et hommes, dont la plupart sont acteurs de la société civile ou membres de réseaux et de groupes de travail Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité, ont été outillés de compétences nécessaires pour former les femmes concernées à l'analyse et à la prévention des conflits dans leur pays et leur communauté. Ils ont été formés à l'analyse des conflits, à la médiation et aux dimensions genre des conflits, avec comme support de formation, le Cadre de prévention des

conflits de la CEDEAO et le Manuel d'analyse des conflits d'UNOWAS.

Selon le Représentant spécial des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, sans l'inclusion des femmes, la paix n'est pas durable. « L'Afrique de l'Ouest connaît aujourd'hui un élan positif en termes de sensibilisation à la promotion du leadership des femmes et de leur participation au maintien de la paix. Nous devons redoubler d'efforts pour soutenir le renforcement des capacités et la formation professionnelle des femmes », a déclaré M. Ibn Chambas lors de la cérémonie de clôture.

Un partenariat régional pour augmenter les efforts d'autonomisation des femmes

Afin d'accentuer ces efforts, la CEDEAO et l'UNOWAS ont convenu de renforcer les liens entre les initiatives de paix régionales, nationales et locales en capitalisant sur les structures institutionnelles existantes, y compris en utilisant les bureaux d'alerte précoce et de représentation spéciale de la CEDEAO et du groupe de travail régional Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité.

« L'atelier régional de formation des formateurs coïncidait avec le 10ème anniversaire du cadre novateur de prévention des conflits de la CEDEAO (ECPF) dont les femmes, la paix et la sécurité sont

“

Nous devons redoubler d'efforts pour soutenir le renforcement des capacités et la formation professionnelle des femmes »

Mohamed Ibn Chambas

Représentant Spécial du SG des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel



Plus de 30 participants représentant 11 pays de la région ont été formés en analyse des conflits et médiation. 13 mai 2019 à Accra. Photo: KAIPTC

l'une des quinze composantes », a tenu à souligner Mme Onyinye Onwuka, chef de la Division des affaires politiques et de la coopération internationale de la CEDEAO. « Il est essentiel d'encourager une approche intégrée parmi les acteurs internationaux, régionaux et nationaux afin de renforcer les capacités des femmes en matière d'analyse et de

prévention des conflits, » a-t-elle déclarée.

Renouvelant leur engagement, les participants et les organisateurs se sont accordés pour poursuivre cette mobilisation pour former plus de formateurs en vue de consolider la paix et la sécurité dans la région.

Metsi Makhetha, Coordonnatrice résidente de l'ONU au Burkina Faso



Metsi Makhetha. Photo: DR

“la réponse doit être multidimensionnelle, multisectionnelle et régionale”

Mme Metsi Makhetha, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Burkina Faso depuis 2016, fait le point sur la situation sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso. Elle parle aussi de l'appui des Nations Unies et de la communauté internationale au gouvernement burkinabè. Entretien !

Quel est le constat que vous faites de la situation au Burkina Faso ?

C'est une situation difficile et complexe que connaît le Burkina Faso actuellement. Le contexte sécuritaire ne laisse aucun répit, avec des attaques très fréquentes contre les forces de défense et de sécurité, les fonctionnaires publics, les écoles, les centres de santé, les chefs coutumiers, les Imams et depuis peu les églises, pasteurs, prêtres chrétiens.

Je profite de l'occasion pour réitérer toute notre compassion avec les familles ont été endeuillées par les attaques des groupes armés et notre solidarité avec le peuple Burkinabè.

De par ses impacts, cette situation risque de retarder la marche du pays vers ses objectifs de développement et de paix durable. Elle fragilise la cohésion sociale et elle a occasionné le déplacement de milliers de familles, provoquant une situation d'ur-

gence humanitaire que le pays n'avait jamais connu. Le nombre de personnes déplacées a triplé, passant de 50,000 en début de l'année 2019 à plus de 170,000 actuellement.

Les Nations Unies en collaboration avec les partenaires et la communauté humanitaire, restent fortement engagées aux côtés du gouvernement pour apporter l'assistance nécessaire aux populations les plus vulnérables. Cependant la rapidité de la dégradation des conditions ont pris beaucoup d'acteurs de cours.

Concernant le soutien des Nations Unies, une mission inter-agences demandée par le Secrétaire général s'est déroulée du 19 au 25 février dernier sous la direction du Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas. Quel a été son l'objectif et quels sont les résultats/recommandations ?

Le Secrétaire General a voulu que les Nations Unies adaptent et renforcent l'accompagnement de l'ensemble du système, pour apporter une réponse adéquate et intégrée dans ce contexte difficile que je viens de décrire. Evidemment, la réponse doit être multidimensionnelle et multisectorielle.

Il s'agit de reajuster le cadre de nos interventions, défini conjointement avec le gouvernement selon les priorités du pays et qui s'inscrit dans l'agenda 2030, avec pour objectif principal - soutenir efficacement la marche du pays vers un développement et une paix durable.

Par la mission interagence nous voulons également traduire sur le terrain le noyau des reformes du système en particulier, une approche visant à agir à la fois

sur la réduction des besoins humanitaires tout en renforçant les synergies avec les actions de développement et la promotion d'une paix durable, ancrée sur le respect des droits.

Par ailleurs, cette approche avait été déjà identifiée comme un accélérateur essentiel pour la mise en œuvre effective des priorités définies dans le cadre référentiel du pays, Programme National du Développement Economique et Sociale (PNDES 2016-2020) et pour permettre au pays de réaliser ces ambitions à l'horizon 2030.

Le contexte ayant changé nous répondons donc différemment aux enjeux actuels. Les recommandations principales de la mission furent de nous renforcer, d'adapter nos méthodes de travail en projetant une présence additionnelle sur le terrain, afin d'accompagner des réponses plus adaptés aux enjeux locales.

Bien entendu, l'engagement pour la cohésion sociale et la stabilité politique telle que conduit par le RSSG reste primordial, y compris parce que le pays est en train de s'engager dans la preparation des elections de 2020.

Quelle est la priorité absolue aujourd'hui pour faire face à cette situation?

La restauration des conditions de sécurité est indispensable pour la quiétude sociale, le retour des milliers de familles déplacées, la réouverture des écoles et le bon fonctionnement de l'état à travers ces différents services. Le gouvernement a mis les moyens pour y faire face mais la situation étant complexe, la réponse reste multidimensionnelle, transfrontalière et régionale.

Actuellement le pays fait face à une urgence humanitaire qui requiert une réponse rapide et immédiate. Aussi bien pour les personnes les plus vulnérables,

“

Le Burkina fait face à une urgence humanitaire qui requiert une réponse rapide et immédiate

que pour les communauté hôtes. Nous avons - Nations Unies avec la communauté humanitaire ainsi que le gouvernement lancé un plan de réponse au mois de février 2019. Le plan est pour un montant de US\$ 100 million pour apporter un appui à 1.2 million de personnes dans le besoin. Ce plan est aujourd'hui financé a moins de 50%. Pourtant les défis sur le terrain ne cessent d'augmenter.

La reponse du système doit etre rapide, et elle doit également rester coherente. C'est une oportunité pour nous de mettre en place les reformes systémiques telles que adoptées par tous les états membres à travers « l'Assemblée Générale ». Mais les résultats et les conditions de notre engagement demeurent une responsabilité mutuelle et partagée ; Nations Unies, gouvernement et partenaires [développement/humanitaires et paix et sécurité].

Nous pouvons nous féliciter que les partenaires du Burkina Faso ont répondu présents pour relever le défi, et coordonnent étroitement. La visite récente du Conseil de Sécurité a aussi souligné la solidarité internationale qui devra aboutir sur une assistance effective.

Un succès dans la résolution des différends frontaliers



Pilier secondaire délimitant physiquement la frontière. Il est placé à tous les 500 m, ce qui permet à la population locale de savoir où se trouve la frontière.

Photo: D. BARIL

La Commission mixte Cameroun-Nigéria a été créée en 2002 pour faciliter la mise en œuvre de l'arrêt de la Cour Internationale de Justice (CIJ) sur le différend frontalier Cameroun-Nigéria ainsi que sur la démarcation de la frontière terrestre et maritime entre les deux pays. Trois choses nécessaires à savoir sur la CNMC, dont les réalisations sont reconnues comme un succès de la diplomatie préventive

1 - Qu'est-ce que la Commission mixte Cameroun-Nigéria ? Quel est son but ?

Le conflit frontalier entre le Cameroun et le Nigéria a été déclenché par des revendications concurrentes de souveraineté sur la péninsule de Bakassi. Le Cameroun a porté l'affaire devant la CIJ afin de régler ses revendications concernant Bakassi. A la demande des présidents du Cameroun Paul Biya et du Nigeria Olusegun Obasanjo, la CNMC a été créée en novembre 2002 par le Secrétaire général des Nations Unies. Son objectif principal est de faciliter la mise en œuvre de l'arrêt rendu le 10 octobre 2002 par la Cour internationale de Justice (CIJ) sur le différend portant sur la frontière Cameroun-Nigéria.

2 - Quelles sont les activités et les principales réalisations de la CNMC ?

Sous la présidence de Mohamed Ibn Chambas, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, qui préside également la Commission mixte Cameroun-Nigéria, des réunions régulières se tiennent alternativement à Yaoundé et à Abuja. La commission poursuit ses activités de médiation avec les deux chefs de délégation du Cameroun et du Nigéria afin de résoudre les différends de démarcation en suspens entre les parties. À ce jour, 2 001 kilomètres de démarcation ont été arpentés et approuvés par les parties (la limite totale devrait avoir une longueur d'environ 2 100 kilomètres).

La CNMC a facilité le transfert pacifique de l'autorité sur Bakassi vers le Cameroun par le biais de l'accord de Greentree, conformément à l'arrêt de la CIJ. Largement peuplé par des ressortissants nigériens,

Bakassi constituait le principal enjeu du désaccord frontalier. Au-delà de Bakassi, le succès de la CNMC dans le règlement pacifique des revendications contradictoires des parties et la délimitation de leurs frontières terrestres communes est en effet une grande réussite. Cela a nécessité une expertise technique, de la diplomatie, de la patience, de la persévérance et la capacité d'inspirer confiance.

À ce stade de son mandat, la CNMC participe également à la planification du travail logistique sur le terrain pour la construction de piliers, à l'évaluation de la situation en matière de sécurité et à la sensibilisation des populations locales dans la région frontalière. La CNMC, en liaison avec les équipes pays des Nations Unies et les États, a mis au point plusieurs projets au bénéfice des communautés locales touchées par la démarcation. Ces projets visent à renforcer les mesures susceptibles de renforcer la confiance des populations et des relations entre les communautés transfrontalières et à améliorer les services de base. Pour financer ces projets, CNMC s'est lancée dans des activités de mobilisation de fonds.

3 - Quels sont les plus grands défis auxquels la CNMC est actuellement confrontée ?

Les plus grands défis de la CNMC sont liés à la démarcation, aux questions politiques et de sécurité. En ce qui concerne la démarcation, d'importantes portions de la frontière terrestre sont difficiles d'accès en raison des obstacles rencontrés sur le terrain. Cela inclut les régions montagneuses, les voies navigables, la prolifération dans la faune naturelle, des routes non pavées, et les défis climatiques, la saison des pluies rend le travail sur le terrain impossible. En outre, même si la CIJ a



Les plus grands défis de la CNMC sont liés à la démarcation, aux questions politiques et de sécurité

réglé les désaccords sur l'interprétation à donner aux instruments de délimitation, les parties proposent parfois des interprétations contradictoires à celles de la cour, ce qui crée une impasse dans l'achèvement de la démarcation. À cet égard, environ 99 km de la frontière terrestre restent en litige car les parties n'ont pas encore trouvé de consensus sur la manière dont le jugement de la Cour devrait être exécuté. Ce qui, au départ, semblait être un défi technique se heurte à une impasse politique, car la concession requise pour résoudre le désaccord ne peut être traitée que par les plus hautes autorités gouvernementales.

Le processus de démarcation est long, c'est encore plus compliqué lorsque les exigences de la politique intérieure du Nigéria et du Cameroun accordent la priorité à d'autres questions. Cela risque de retarder les travaux sur la démarcation. Par exemple, l'élection présidentielle nigériane du 28 mars 2015 a retardé le projet, le nouveau ministre de la Justice (chargé de la CNMC) n'ayant été nommé que début octobre 2015, soit environ dix mois plus tard.

Le personnel de la CNMC travaille dans un environnement sécuritaire très difficile. Lors d'une attaque survenue le 31 janvier 2017, cinq membres de l'équipe ont été tués. Depuis lors, des mesures visant à renforcer la sécurité ont été adoptées.

Les volontaires des Nations Unies, modèles de créativité et dynamisme pour améliorer les conditions de vie en Afrique de l'Ouest

Les Volontaires des Nations Unies (VNU) contribuent à améliorer les conditions de vie de communautés diverses à travers le monde. En Afrique de l'Ouest, les VNU s'engagent activement dans plusieurs projets de paix et de développement au profit des communautés locales.

“**T**ravailler sur le terrain et avoir des contacts directs avec les personnes touchées par les conflits, en particulier les personnes déplacées dans leur propre pays a motivé ma candidature. C'était un grand défi, étant la seule personne pour coordonner l'enregistrement d'une population aussi nombreuse, dans un environnement où les tribus, les religions et les cultures sont très diverses”, déclare Ndachem Abubakar, Volontaire des Nations Unies.

Depuis février 2018, Ndachem Abubakar fait partie des dix Volontaires des Nations Unies qui travaillent dans dix communautés des États d'Adamawa, de Borno et de Yobe au Nord-Est du Nigéria. Elle sert dans la communauté de Sengere en tant que “Superviseur de village communautaire” où elle est chargée de coordonner la participation des membres de la communauté dans l'Association villageoise d'épargne et de crédit, qui est un mé-

canisme communautaire de sécurité sociale. Rien qu'à Sengere (une communauté avec une population estimée à plus de 3000 personnes vivant avec environ 3250 déplacés internes, soit un total de plus de 6000 personnes), elle a réussi à créer 86 groupes de femmes, 48 groupes de jeunes et 57 groupes de personnes âgées avec 25 membres par groupe, comme bénéficiaires.

Contribuer à la paix et au développement

Les Volontaires Communautaires des Nations Unies se signalent également dans le Nord-Est du Nigéria dans la mise en œuvre de la campagne “Volunteer Action Counts” pour encourager les membres de la communauté à s'approprier des questions de développement communautaire et de promouvoir la cohésion sociale, la paix et le développement. Concrètement, les Volontaires des Nations Unies facilitent le classement des priorités sur la base des préoccupations de leurs communautés respectives.

En collaboration avec la communauté, ils recherchent le soutien (en espèces, en compétences, en temps et en nature) d'acteurs locaux tels que les chefs religieux, les organisations communautaires, les entreprises locales et autres.

Avec l'appui modeste du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les projets sont mis en œuvre par les membres de la communauté. Les résultats ont été inspirants : un meilleur accès à l'eau grâce à la réhabilitation des forages, un milieu de vie plus sain grâce à des initiatives de gestion des déchets solides et la plantation d'arbres grâce à des initiatives conjointes avec les écoles. Bien que les projets soient de petite envergure, l'impact en termes d'autonomisation de la communauté est énorme. Le volontariat est au cœur



Volontaires des Nations Unies avec des enfants en fête après la réparation réussie de trous de forage à la communauté de Bara. État de Yobe, nord-est du Nigéria. Photo: UNV



Volontaires des Nations Unies après la réparation d'un forage pour faciliter l'accès à l'eau des populations vulnérables de la communauté d'Uba- État d'Adamaoua, nord-est du Nigéria. Photo: UNV

de cette dynamique édifiante. C'est aussi le sens et l'esprit de l'action du programme des Volontaires des Nations Unies qui contribue à la paix et au développement par le volontariat dans le monde.

“Nous travaillons avec nos partenaires pour intégrer des Volontaires des Nations Unies qualifiés, hautement motivés et bien soutenus dans les programmes de développement et de consolidation de la paix et pour promouvoir la valeur et la reconnaissance mondiale du volontariat. Le volontariat encourage la participation et favorise l'inclusion”, déclare Afke Bootsman, Manager Régional du programme VNU pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Le programme VNU en Afrique de l'Ouest et du Centre

En 2018, 7200 professionnels expérimentés de 161 nationalités différentes ont été affectés comme Volontaires des Nations Unies dans 146 pays. Près de 2 200 Volontaires des Nations Unies, soit 30 % de l'ensemble des Volontaires des Nations Unies, ont été déployés en Afrique de l'Ouest et du Centre. Selon Mme Bootsman, ce nombre devrait augmenter en 2019 en raison du processus de réforme de l'Organisation que le programme VNU a entrepris l'année dernière. Le programme VNU est maintenant une organisation décentralisée avec cinq bureaux régionaux dans le monde.

Les bureaux régionaux sont le premier point d'entrée pour les partenaires souhaitant s'engager avec le programme VNU. Ils offrent des services et des modalités VNU aux partenaires gouvernementaux, aux agences des Nations Unies, à la société civile et au secteur privé. Ils assurent également le contrôle et l'orientation stratégique des unités de terrain du programme VNU dans les régions. Depuis Dakar, le bureau régional du programme VNU couvre 24 pays dans lesquels il y aura une présence physique dans 16 pays vers la mi-2019.

Grâce à sa grande proximité avec les partenaires, des solutions novatrices ont été conçues pour responsabiliser les populations et rendre le système des Nations Unies plus inclusif grâce au volontariat. Par exemple, avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les premiers réfugiés ont été intégrés dans les bureaux et projets de l'ONU en tant que Volontaires des Nations Unies. Au Ghana et au Sénégal, 14 réfugiés qui ont obtenu une bourse du DAFI avec un diplôme d'études supérieures sont actuellement au service de l'UNICEF, du PNUD, de UN WOMEN, du FNUAP, de l'OIM et d'autres agences. Cette année, cette initiative sera intensifiée pour donner à davantage de réfugiés la possibilité de renforcer leurs capacités et de faire entendre leur voix en tant que VNU.

Un autre exemple est celui du Nigéria, le seul pays au monde où le programme VNU a créé un détachement dans le cadre du processus de réforme de l'Organisation, pour introduire la nouvelle modalité des Volontaires Communautaires des Nations Unies. Le PNUD a exprimé la nécessité de renforcer leurs liens avec les membres des communautés du nord-est du Nigéria dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté.

La valeur ajoutée des Volontaires Communautaires des Nations Unies réside dans le fait qu'ils vivent dans leurs communautés, qu'ils parlent les langues locales et qu'ils comprennent la culture et les normes de leur communauté. Ils s'appuient sur leurs connaissances locales, leur accès aux réseaux et des compétences uniques adaptées à des contextes difficiles.

Pour toute information concernant le programme VNU, veuillez contacter Afke Bootsman, Responsable Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. / afke.bootsman@unv.org



Journée Internationale des Femmes

L'innovation pour parvenir à l'égalité entre les sexes

Célébrée le 8 mars, la Journée Internationale des femmes est une opportunité pour promouvoir les droits des femmes sur le plan culturel, social, politique et économique. « Penser équitablement, bâtir intelligemment, innover pour le changement », tel était le thème choisi cette année qui place l'innovation par les femmes et les filles au cœur des efforts pour parvenir à l'égalité entre les sexes.

Le système des Nations Unies au Sénégal, à travers le groupe Régional Thématique Genre pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a célébré, le 6 mars 2019, la Journée Internationale des femmes. Cet événement a vu la participation des différentes agences des Nations Unies, des représentations diplomatiques, des organisations non-gouvernementales et des organisations de la société civile basées à Dakar.

L'égalité des genres, une question de pouvoir

Dans son propos liminaire prononcé à cette occasion, le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies, M. Mohamed Ibn Chambas a appelé à redoubler d'efforts pour protéger et promouvoir les droits, la dignité et le leadership des femmes. « L'égalité des genres est essentiellement une question de pouvoir. Nous vivons dans un monde dominé par les hommes où la culture l'est également. Ce n'est que lorsque nous nous fixons comme objectif commun les droits des femmes, un nouveau cap à prendre au profit de toutes et de tous, que nous commencerons à faire évoluer la situation », a dit M. Ibn Chambas.

Selon le rapport Femmes et hommes dans l'économie informelle de l'Organisation Internationale du Travail¹, 740 millions de femmes tirent leur revenu de l'économie informelle, avec un accès limité à la protection sociale ainsi qu'aux infrastructures et services publics qui pourraient leur permettre d'accroître leur productivité

et la sécurité de leurs sources de revenus.

Par exemple, les travaux domestiques et de soins non rémunérés qu'effectuent les femmes équivaut à 2,6 fois ceux des hommes. Par ailleurs, seulement 41 pour cent des mères de nouveau-nés bénéficient de prestations de maternité dans le monde², et une femme sur trois aura vraisemblablement à faire face à des actes de violence au cours de sa vie. Et pourtant, les services publics, la planification urbaine et les systèmes de transport sont rarement pensés en y intégrant la problématique de la sécurité et de la mobilité des femmes. C'est pourquoi l'accent est mis cette année sur l'innovation, en plaçant cet axe au centre de la réflexion sur l'autonomisation des femmes à l'échelle mondiale.

Un « Market Place », pour promouvoir les droits des femmes !

Pour marquer cette journée du 8 mars, Un « Market Place » a été également organisé afin de donner une plus grande visibilité aux efforts des organisations en matière de l'égalité des genres, et pour mobiliser des ressources pour une meilleure mise en œuvre des projets visant à améliorer la qualité de vie des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest. Les agences des Nations Unies et leurs partenaires, notamment des associations œuvrant pour les droits des femmes, ont pu présenter leurs activités et exposer des produits de transformation.

¹ https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_626831/lang--fr/index.htm

² [Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019 : Protection sociale universelle pour atteindre les Objectifs de développement durable](#)